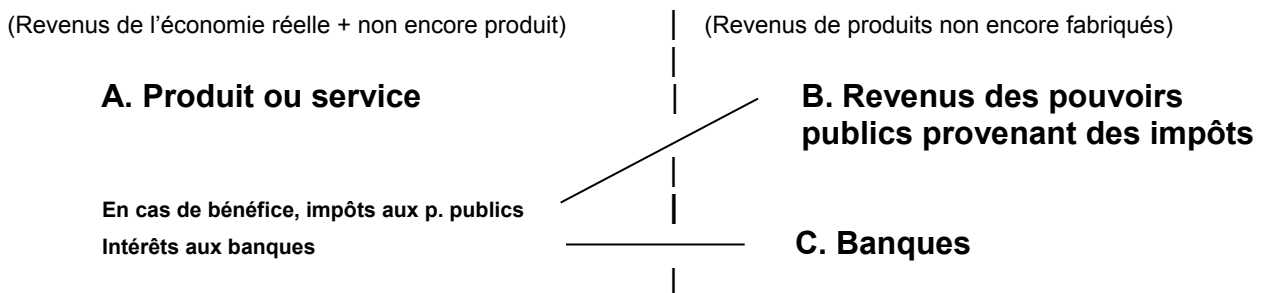


II. La machine contre l'être humain

Par *machine*, on entend la transposition de l'économie réelle en un univers de chiffres et de nombres. Parce que nous avons attribué une valeur en soi à cette transformation, cette dernière est devenue, au fil du temps, plus importante que l'économie réelle elle-même.

L'économie est divisée en une économie réelle et une variante arithmétique, une comptabilité fonctionnelle en reflet de l'économie réelle. Cette comptabilité permet de comprendre et d'avoir prise sur ce qui survient dans l'économie réelle. Vue sous cet angle, la comptabilité me semble être un instrument très utile et indispensable. Mais que se passe-t-il si nous accordons à cette comptabilité une valeur en soi ? C'est alors exactement le moment où se produit une séparation d'avec l'*économie réelle*. Il est possible d'y pallier très simplement, en associant et faisant participer le comptable à l'économie réelle, grâce à quoi la comptabilité demeure une partie de l'économie réelle et ne s'en détache pas.

Que se passe-t-il donc aujourd'hui ? Une entreprise livre un produit ou fournit un service, elle vend ce produit ou ce service et ensuite regarde, après comptabilité, si elle a enregistré un bénéfice ou une perte. En cas de bénéfice, il est normal que l'entreprise paie un impôt sur ce bénéfice. L'idée initiale de cet impôt ne nécessite pas d'explication et le soussigné comprend parfaitement son intention. Cependant, pour comprendre cette requête, il est essentiel de pouvoir comprendre ce que nous faisons réellement ici et que ceci est, en définitive, contraire à l'intention initiale.



Il s'agirait d'un véritable impôt si A partageait avec B & C dans l'espoir que ceux-ci fassent quelque chose d'utile pour A ;-)

Il va de soi que dans la réalité, la situation est plus complexe que celle qui est présentée par le schéma ci-dessus, mais ce schéma reflète néanmoins le mécanisme fondamental de la machine bureaucratitante. Le reste en découle pour une grande part. Les pouvoirs publics, les banques et les personnes en général se détachent de l'économie réelle et nous devenons ensuite les gardiens et les exécutants d'une *machine de plus-value bureaucratitante*. Ce faisant, nous avons créé deux courants économiques : un courant de produits et de services, et un autre de pouvoir d'achat bureaucratité. Nous nous sommes ainsi donné l'illusion de pouvoir vivre de ce qui n'est pas encore réellement produit et, pour maintenir cette croyance, nous devons continuer de nous développer et de réaliser du profit sans jamais nous demander d'où tout ceci doit provenir. De fait, l'économie ne constitue plus un projet commun mais un projet d'« initiés » et de « non-initiés ». Cette situation a engendré la *plus grande des confusions*, car de quoi s'agit-il en définitive ? De la production de biens et de services pour le bien de la société ou de notre foi dans la plus-value bureaucratitante qui nous contraint à continuer de *réaliser du profit et de nous développer* sans que nous nous demandions quelles en seront les conséquences ? Le profit a besoin de frontières pour pouvoir exister, il vient de l'« extérieur », la partie invisible et en grande partie encore inconsciente de notre science économique. Ceci aux dépens de la raison et de l'État de droit, car nous nous sommes mis inconsciemment à croire en une illusion bureaucratique. Or, pour ceux qui ne le savaient pas encore, une illusion ne se laisse ni diriger ni conduire.

Vient alors la *question réellement confrontante* : quel est, aujourd'hui, le rôle de la personne, de l'individu dans tout ce contexte ?

Sommes-nous les rouages insignifiants d'une gigantesque machine dont l'objectif principal est de produire de l'argent, de croître et d'accumuler des bénéfices ? Cet argent peut-il nous permettre de régler les problèmes sociaux à l'échelle nationale et internationale.

Source : Lettre au Service Publics de 6 novembre 2006

http://www.solution-simple.com/fr/nous_les_croyants.html

Agissons-nous aujourd'hui parce que nous en sommes intimement convaincus, ou plutôt parce que nous en sommes ou voulons en être récompensés extérieurement ?

Tant que nous nous convainçons qu'il y a plus que la « pomme » que l'on vend, nous jouerons de nous-mêmes et des autres et nous continuerons indéfiniment, dans le débat public, de parler les uns à côté des autres de quelque chose qui n'existe pas, par le biais de campagnes publicitaires créatives, par exemple. ;-) Tout ceci parce que nous nous sommes créé inconsciemment un contexte dans lequel nous pouvons vivre de ce qui n'a pas encore été fabriqué, du moins tant que nous continuerons d'y croire, un peu comme dans le cas d'une lettre en chaîne ou d'une chaîne de Ponzi. Nous devons apprendre à nous accommoder de ce qui existe et chaque contribution sera alors, de ce point de vue, « pur bénéfice ». Mais le dur message psychologique est qu'il n'existe en réalité rien d'autre que la contribution réelle que nous apportons. Autrement, nous devons d'un côté injecter en permanence et indéfiniment des « dettes » de papier dans l'économie afin de pouvoir, d'un autre côté, continuer de réaliser du « profit » de papier. C'est une prière sans fin, comme le montre également ce qui suit :

Les banques empochent 80 % du fonds d'aide à la Grèce

Die Gazette/Presseurop | 11 mars 2012 - 07:0311 mrs - 07:03

Les Grecs ne toucheront que 19 pour cent de l'aide d'un montant de 130 milliards d'euros. Le reste sera versé aux banques.

« À qui profiteront les 130 milliards d'euros de l'aide destinée à la Grèce ? » La réponse de Die Gazette est sans ambiguïté : des organismes financiers hors de Grèce en recevront 40 %, des banques grecques 23 % et la Banque centrale européenne 18 %. Seuls les 19 % restants seront consacrés au financement des dépenses en Grèce.

En d'autres termes, plus de 80 % du fonds de sauvetage sera empoché par des créanciers, c'est-à-dire des banques situées hors de Grèce, et la BCE. Les milliards des contribuables ne sauveront pas la Grèce, mais les banques.

Die Gazette est en outre d'avis qu'il est « illusoire » de vouloir réduire la dette de l'État de 160 à 120 % du PIB. »

Source : <http://www.360mag.nl/in-het-nieuws/544-banken-strijken-80-van-hulp-griekenland-op>

Nous nous efforçons de trouver une solution dans le vide, sans racines communes ni cadres en nous-mêmes ou dans la société. Même si cette idée peut être inquiétante pour nos gestionnaires, nous devons replacer l'homme lui-même au centre du système, au lieu d'injecter indéfiniment des sommes faramineuses dans la société afin de préserver la foi dans ce système illusoire. Et il me paraît évident que cette situation ne saurait changer du jour au lendemain !

Nos pensées et nos actions économiques binaires nous ont également égarés dans une sorte de « terreur de classement ». *Ah, la Grèce va mal, donc chez nous cela va un peu mieux* : c'est ainsi que, par facilité, nous laissons passer l'injustice fondamentale qui règne tant aux Pays-Bas qu'en Grèce.